

[Français]

**L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, effectivement nous avons fait des vérifications relativement non pas à la perte de cette estampe; cette dernière a été égarée, et nous avons immédiatement pris les mesures nécessaires pour la retrouver. Ce qui a été fait. Nous suivons de très près ce genre de questions, de façon à éviter qu'il puisse y avoir de l'abus. Je veux assurer la Chambre que nous allons faire tout pour éviter ce genre de choses dans l'avenir, quitte à recourir aux services de la police ou à autre chose.

• (1500)

[Traduction]

#### LA RÉDUCTION DU NOMBRE D'INSPECTEURS

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, le ministre admettra-t-il aujourd'hui qu'en réduisant le nombre des inspecteurs, on va nuire à l'intégrité du système? On nous dit par exemple que, dans certaines usines de transformation de la volaille, il y aura 85 p. 100 de moins d'inspecteurs dès le mois prochain. Le ministre peut-il nous expliquer comment les Canadiens pourront espérer avoir encore des inspections de qualité si l'on réduit le nombre des inspecteurs dans certaines usines de transformation de la volaille et si l'on adopte le système américain de rationalisation?

[Français]

**L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, à mon avis le Canada peut se targuer d'avoir sinon le meilleur du moins l'un des meilleurs systèmes d'inspection dans ce secteur à travers le monde. Nous avons toujours pris les mesures pour faire en sorte de demeurer les meilleurs dans ce secteur. Ce n'est pas parce qu'on peut égarer une estampe dans une usine à un certain moment—que l'on peut retrouver le lendemain—que l'on peut mettre en cause tout un service d'inspection. Quand il manquait des inspecteurs, nous en avons engagés, et la Chambre peut être assurée que nous allons faire en sorte de conserver nos hautes normes dans ce secteur et que nous allons surveiller ce genre de choses de très près.

[Traduction]

**M. le Président:** La prochaine question sera la dernière.

\* \* \*

#### LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

##### AIR INDIA—LA DEMANDE CONCERNANT L'UTILISATION DE CHIENS POUR DÉTECTER LES BOMBES

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Peut-il confirmer que le gouvernement indien ou Air India auraient

#### Questions orales

demandé qu'on utilise des chiens pour détecter les bombes sur ses vols entre le Canada et l'Inde sept mois avant l'écrasement de l'avion d'Air India? Dans l'affirmative, et si le gouvernement du Canada a refusé, le ministre peut-il expliquer aux Canadiens pourquoi il n'a pas accordé cette protection.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, on m'informe qu'Air India a effectivement demandé que tous les bagages soient vérifiés par des chiens. On n'a pas donné suite à la demande parce qu'on a décidé que des appareils à rayons X devaient servir à vérifier les bagages et également parce que, lors de pourparlers avec la société, il avait été proposé qu'elle utilise un renifleur mécanique.

Je signalerai également qu'on utilise de temps à autres des chiens en cas de menace précise pesant sur un vol déterminé. Dans le cas qui nous intéresse, aucune menace précise n'ayant été faite, ces précautions n'ont pas été prises.

#### LES MESURES DE SÉCURITÉ PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, le vice-premier ministre n'est pas sans savoir que tous les bagages des vols d'Air India, pendant cette période, n'étaient pas examinés aux rayons X ni inspectés correctement. Serait-il disposé à dire à la Chambre quelles mesures au juste ont été prises, lorsqu'Air India a présenté sa demande, pour assurer une surveillance accrue et parer aux menaces de bombes? Quelles mesures le gouvernement du Canada a-t-il donc prises, par l'entremise du ministère des Transports, du SCRS, de la GRC ou autrement, pour protéger les voyageurs de ces vols?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** En toute déférence, monsieur le Président, je n'ai pas tenu les propos que le député me prête. J'ai essayé de répondre à la question à partir des informations qui m'ont été fournies. En ce qui concerne ce vol en particulier, il a été dit à maintes reprises à la Chambre qu'Air India avait demandé d'intensifier les mesures de sécurité pour tous ses vols, ce qui a été fait. Il y a été fait allusion dans le rapport du BCSA et dans celui de l'enquête judiciaire faite par le gouvernement indien. On y lit que des mesures de sécurité accrues ont été demandées et accordées.

En outre, la ligne aérienne avait régulièrement, et le vol 182 n'a pas fait exception, un surveillant de la sécurité qui venait de New York. Il est au service d'Air India et il a surveillé toutes les opérations. L'essentiel de ce que je veux dire à la Chambre, c'est que les Canadiens ont accédé aux demandes de renforcement des mesures de sécurité.